À Table !

Volume 16 N° 1 Décembre 2018

ÉDITORIAL

Le temps des fêtes

2 janvier, 8 hres, Nathalie se réveille, courbaturée. Elle a fêté la veille. Bon ! Si on peut appeler ça fêter. Elle a dansé avec des amies proches, elle a bu… un peu trop… pour le Nouvel An, pour s'amuser, pour oublier… Ho ! Pas le festin qu'elle a reçu du comptoir alimentaire de son coin et qu'elle a partagé à Noël avec ses deux enfants, Joël et Annick, qui dorment encore. Non ! Ça, elle a beaucoup apprécié. D'autant que ça faisait longtemps qu'ils n'avaient pas mangé comme ça.

Non ! Pour oublier la facture qui s'en vient, parce qu'elle a « loadé » sa carte de crédit pour acheter, durant les soldes d'après Noël, des bottes à son gars, qui gelait des pieds dans ses « renings » mouillés; pis les grandes boucles d'oreilles en plastics dorés dont rêvait sa jeune fille. Histoire de donner des cadeaux, elle aussi, à ceux qu'elle aime… Parce que cette facture, elle ne la payera pas, elle n'a pas l'argent pour rembourser le solde. C'est à peine si elle pourra en payer l'intérêt… qui augmentera sa facture… encore.

Pour oublier qu'elle a perdu sa job à l'usine, il y a bientôt 8 mois. « Délocalisation » lui a-t-on dit. Pour oublier qu'elle a épuisé déjà son assurance-emploi et qu'elle survit depuis de l'assistance-sociale. Pour oublier ses rêves de vie meilleure, de vie décente où elle pouvait encore prendre des décisions, plutôt que subir les décisions des autres sur sa vie…

La vie de Nathalie est pareille à des milliers d'autres. À Montréal seulement, ce sont 36 % des ménages qui vivent la pauvreté. Plus d'un citoyen sur trois. C'est effarant ! C'est épeurant ! (1)

La solution officielle à cette catastrophe sociale, c'est d'abord la couverture sociale, soit la moitié de ce seuil de faible revenu, de cette frontière économique minimale décrétée par l'État lui-même, en dessous duquel on est censé ne plus pouvoir vivre décemment. C'est aussi la charité publique, rejetant sur les gens individualisés la responsabilité de sauver la masse énorme des laissés pour compte.

Allez ! Une fois par année, à Noël, on se rappelle, qu'au-delà de la course aux cadeaux et aux bombances rituelles de fin d'année, il y a des gens qui en arrachent et qu'on se doit de les aider. Ne serait-ce qu'une fois! Pour passer ensuite à autre chose! Pour ne pas voir qu'ils en arrachent toute l'année! Pour ne pas voir que ce geste généreux qu'on fait, ne suffit pas! Qu'il faut faire plus!

L'alternative communautaire

Heureusement qu'il y en a qui le font, ce plus, collectivement ! Des gens qui ont compris que la faim, la pauvreté, la misère, ce n'est pas seulement que d'avoir faim, c'est aussi de perdre le pouvoir sur son alimentation, sur ses aspirations, sur sa vie. Ceux-là ont pris le problème à bras le corps, dans sa globalité et y ont répondu avec les moyens dont ils disposent, c'est-à-dire leur volonté d'abord de voir ces gens

Dans ce numéro

- Editorial : Le temps de fêtes
- Reprise du pouvoir citoyen sur leur alimentation
- Les cuisines collectives, une action solidaire pour la reprise du pouvoir
- Des stratégies pour favoriser le pouvoir d'agir citoyen en alimentation
- Le s systèmes alimentaires locaux
- Le système alimentaire pour tous à Montréal-Nord
- Le projet de formation de la Table « Mobilisateur-trice-s de milieu »
- Le Conseil des politiques alimentaires et la démocratie alimentaire

Editorial

comme des citoyens à part entière et non comme des indigents dépourvus de ressource, des « démunis ». Ils se sont adressés à eux comme à leurs égaux leur laissant la parole pour exprimer leur situation, discutant avec eux des solutions progressives à y apporter et les invitant à travailler ensemble à les mettre en œuvre.

Ils ont ainsi construit des cuisines collectives, des groupes d'achats coopératifs, des restaurants populaires, des épiceries communautaires, des jardins collectifs, des coopératives d'approvisionnement, des Accorderies, et maintenant, des systèmes alimentaires locaux, qui constituent un saut qualitatif, bref des solutions collectives basées sur ce que ces gens ont : de l'énergie, du temps, du sens de la débrouillardise et de la solidarité.

Évidemment, ça ne s'est pas toujours fait ainsi. Plusieurs ont voulu aller plus vite, sans se rendre compte qu'ainsi, ils risquaient d'aller moins loin, d'oublier que le but, c'est la reprise de pouvoir des gens sur leur vie. Et qu'en prenant les décisions à leur place, ils les spoliaient de ce pouvoir. Qu'il fallait plutôt cheminer avec eux. Plus lentement, certes, mais en partageant le pouvoir de décisions et de mises en œuvre de ces solutions qui, après tout, concernent d'abord et avant tout leur vie à eux.

Mais, j'en suis sûr, ça ne s'est pas fait consciemment. J'aime à penser que, dans l'esprit de plusieurs des nôtres, on prenait ces raccourcis pour aider « plus efficacement » les plus démunis, même si je crois également, qu'avec cette vision à court terme, on fait l'économie malheureuse des moyens nous permettant d'atteindre le but poursuivi : que nos concitoyens reprennent du pouvoir sur leur alimentation et sur leur vie. L'important en fait, c'est de s'en rendre compte et rectifier le tir.

La faim, la misère, c'est les paradis fiscaux

Ça, c'est l'expression de la solidarité de coopération, qui vise plus loin que la solidarité individuelle qui, elle, vise à combattre ce scandale sociétal qu'est la faim. Cette solidarité de l'entraide constructive entre marginalisés sociaux et conscientisés actifs, c'est la base de ce qui se construit devant nous, lentement. Ce sont les fondements de la société que nous voulons pour nos enfants.

Mais ce n'est toujours pas assez ! Il nous faut mettre en branle une solidarité de société. Une solidarité de communauté qui reconnaît que lorsque les plus pauvres d'entre nous en arrachent, c'est l'ensemble de notre corps social qui s'affaiblit, ce sont les liens de notre identité qui s'étiolent.

Pour nous construire comme *« quelque chose comme un grand peuple »,* il faut nous assurer que chacun d'entre nous puisse avoir les revenus suffisant pour bien se nourrir et nourrir sa famille.

Il nous faut préparer l'avenir de nos enfants en créant les conditions favorables à leur apprentissage académique par des cantines scolaires, en leur transmettant les rudiments de l'art culinaire, outils incontournables de leur autonomie alimentaire et de leur meilleure santé et en leur laissant un environnement social et matériel où ils pourront s'épanouir. Il nous faut reconnaître l'héritage précieux de nos aînés et les traiter avec la dignité qu'ils ont méritée. Il nous faut enfin soutenir, comme société, les efforts de tous ces citoyens, appauvris ou non, qui se mobilisent pour créer un monde plus juste et plus vivable.

Nous, de la classe populaire et du commu nautaire, on travaille avec les moyens qu'on a … et on construit beaucoup. Il y a cependant un autre acteur social qui possède des moyens autrement supérieurs pour s'attaquer à ces problèmes de société.

Editorial

C'est l'État, le responsable du bien commun, mais qui se révèle trop souvent le gardien des biens de quelques uns, de ceux du 1% de la société, qui possèdent au niveau mondial, rappelons-le, 82% de la richesse de la planète. (2)

Cet État, le nôtre, mais aussi les autres États « nationaux » du monde, nous dit, quand le peuple s'indigne et se révolte contre l'injustice sociale étalée ainsi au grand jour et contre la misère des gens vécue dans leur quotidien, cet État nous dit : « Il faut que tout le monde fasse sa juste part ». Ça ne vous rappelle pas un certain Jean Charest, méprisant, interpellant les étudiants frondeurs en 2012 ? Ça ne vous allume pas, maintenant, quand vous voyez Emmanuel Macron, ce chef d'État banquier français, ridiculisant les laissés pour compte au début de la crise des gilets jaunes en France? Quel culot ils ont ces dirigeants-gérants du Capital mondial et local qui, prétextant le manque de revenus de l'État, font le minimum face à ce fléau de la pauvreté des marginalisés et de l'appauvrissement accéléré de la classe moyenne inférieure.

Tout ça est une sinistre farce, quand on sait que l'argent, il est là, devant nous. Il est dans les paradis fiscaux, véritablement trou béant de la richesse créé collectivement par lequel les plus riches prédateurs évitent de faire leur « juste part ». Ce trou, il est dans les évitements fiscaux légaux et dans une échelle d'imposition rétrograde que l'État leur octroie pour de nouveau éviter de payer « leur juste part ».

Soyons clairs : la faim, c'est les paradis fiscaux; le manque de logements sociaux, c'est les paradis fiscaux; la misère des gens, c'est les paradis fiscaux. Tant qu'on ne ciblera pas ces abysses sans fonds, ces largesses scandaleuses accordées à ces habitants d'un autre monde, celui de cette ploutocratie sans âme et sans cœur qui ne justifie sa suprématie du monde que par la logique aveugle de ses profits illimités, on ne changera pas la donne fondamentalement.

Ce n'est cependant pas une raison pour baisser les bras. Ce que nous construisons par la base, c'est déjà la structure du pouvoir en marche des gens ordinaires. Dans notre domaine de l'alimentation, c'est la démocratie alimentaire qui s'affirme de plus en plus à vouloir édifier un système alimentaire qui nous ressemble et qui nous rassemble.

Jean-Paul Faniel
Directeur de la Table de concertation sur la faim et le développement social de Montréal métropolitain

Notes

(1) Source : Statistique Canada, recensement 2006, Montréal en statistiques, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, DSP (2010-2011), Service du Développement économique (VDM). Disponible en ligne : http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=8258,90427808&_dad=portal&_schema=PORTAL

(2) « 42 personnes détiennent à elles seules autant que les 3,7 milliards de personnes les plus pauvres ». Oxfam : Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent. 2018. Disponible en ligne : https://www.oxfam.org/fr/rapports/partager-la-richesse-avec-celles-et-ceux-qui-la-creent et « La fortune des 39 milliardaires du Canada a augmenté de 28 milliards, de quoi payer des services de garde universels et de relever 4.9 millions de canadiens au-dessus du seuil de pauvreté ». Le Devoir du 22 janvier 2018. Disponible en ligne : https://www.ledevoir.com/economie/518154/les-plus-riches-ont-accapare-82-de-la-richesse-mondiale-creee-en-2017

Reprise du pouvoir des citoyens sur leur alimentation

Pourquoi parlons-nous du pouvoir d'agir et de la reprise du pouvoir des citoyens sur leur alimentation?

Depuis sa création la Table a pris en considération le rôle actif des citoyens dans la solution aux problèmes de la faim. Elle a beaucoup insisté sur l'importance de trouver des solutions dans lesquelles les citoyens, qui vivent de problèmes d'accès à l'alimentation à cause de la pauvreté, puissent s'impliquer, jouer un rôle central dans ces solutions et de ne pas se limiter à recevoir de l'aide alimentaire et autres services. On a donc encouragé la coopération alimentaire, c'est-à-dire le soutien à tous les initiatives dans lesquelles les citoyens s'organisaient collectivement et passaient à l'action pour trouver des solutions à la faim et cela avec l'appui des organismes qui travaillent avec eux.

Revenons à l'analyse de la situation.

Pour la Table :

- Les citoyens qui vivent la pauvreté ont perdu le pouvoir d'acheter ce qu'ils ont besoin pour se nourrir et le pouvoir de choisir les aliments qu'ils désirent. Le recours au dépannage alimentaire est une solution d'urgence qui ne leur permet cependant pas de reprendre le pouvoir perdu.

- Les cuisines collectives, les groupes d'achats, les jardins collectifs ont permis de reprendre une partie de ce pouvoir. Toutes les initiatives anciennes et nouvelles, comme celles plus récentes des systèmes alimentaires locaux (SAL), permettent également, par l'action collective et l'implication des gens, de reprendre une partie de ce pouvoir perdu et de mieux se nourrir. C'est dans l'action pour mettre en œuvre ces solutions qu'on reprend ce pouvoir.

- Les citoyens qui vivent la pauvreté ne sont pas consultés lorsqu'on élabore des politiques publiques concernant leur alimentation. La principale action prévue pour eux, c'est de continuer de se nourrir de l'aide alimentaire. L'expression des problèmes et des propositions des citoyens concernés devraient pourtant être à la base de la formulation des politiques publiques. Ces citoyens devraient être intégrés dans les instances de prise de décisions collectives sur l'alimentation.

Participants à l'atelier sur le pouvoir citoyen lors de la 3e formation de la Table

Ce quoi le pouvoir d'agir ?

- Le pouvoir d'agir est défini[1] comme le processus par lequel les personnes accèdent ensemble à une plus grande possibilité d'agir sur ce qui est important pour elles-mêmes, dans ce cas-ci : se nourrir. Développer ce pouvoir d'agir, c'est donc travailler pour que les personnes puissent développer collectivement des solutions qui visent une autre façon de s'alimenter en société. Une façon qui les permet de se nourrir convenablement tous les jours et qui dépasse les situations d'urgence. Ce pouvoir d'agir des personnes doit influencer les pouvoirs publics et l'ensemble de la société afin que l'alimentation puisse être considéré comme un bien commun, comme une nécessité à satisfaire convenablement pour tous les membres d'une société.

Le développement de ce pouvoir d'agir est un processus. Il commence par le fait que les personnes qui vivent le problème de la faim puissent l'identifier dans toutes ses dimensions concrètes et puissent également proposer les pistes de solution. Ensuite, ce développement du pouvoir d'agir exige qu'il y ait des espaces d'organisation dans lesquels ces personnes puissent se rencontrer et continuer à travailler pour passer à l'action, faire des actions, célébrer les succès ainsi que décider de nouvelles actions à réaliser.

Cette une dynamique qui demande un soutien des organismes qui travaillent avec ces personnes, qui demande une ouverture à un processus qui émane des citoyens eux-mêmes, qui demande une partage de décisions sur les actions qu'on devrait mettre en place pour renforcer les initiatives et projets qui existent et développer de nouvelles. Tout cela, en principe, dans des espaces qui sont proches aux citoyens : de secteurs de quartier et de quartiers.

En considération de tous ces éléments, il est donc central pour la Table et ses membres de travailler pour favoriser la prise de parole des citoyens, pour favoriser leur organisation. Il est essentiel que nous puissions développer nos initiatives et nos projets avec les citoyens et que ceux-ci soient au centre de nos actions

[1] Tirée de la définition du développement du pouvoir d'agir du Laboratoire de recherche sur le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités. Université Laval. Disponible en ligne : https://www.fse.ulaval.ca/ladpa/introduction/dpa/

Reprise du pouvoir des citoyens sur leur alimentation

Qu'est-ce que ça vaut dire en concret favoriser le pouvoir d'agir des citoyens ?

Leur donner une place importante dans la définition de problèmes, dans l'identification de pistes de solution, dans l'organisation, réalisation et bilan des actions, des activités et des projets. Il faut qu'ils participent à tout cela en donnent leurs points de vue mais en participant à la prise de décisions. Il ne s'agit pas de continuer à penser et organiser des actions pour les citoyens mais de les faire avec eux.

Cela veut dire aussi de ne pas continuer à travailler seulement pour que les citoyens soient bénéficiaires de ce que nous faisons mais qu'eux-mêmes soient les acteurs des actions qui vont satisfaire leurs besoins.

Il faut se demander toujours :

- *En quoi ce que nous faisons et ce que nous proposons renforce le pouvoir d'agir des citoyens et fait de ces actions ou propositions de solutions plus pérennes ?*

Sommes-nous en train de dire que les citoyens peuvent assumer tous seuls leurs problèmes et que les organismes ne seront pas nécessaires ? Non. L'action et l'organisation citoyenne ne sont pas de phénomènes spontanés. Ils ont besoin d'un processus et d'un soutien des organismes qui travaillent avec eux.

Nous sommes en train de parler d'une autre forme d'intervention qui va enrichir et transformer ce que nous faisons présentement dans nos différents organismes et donc de multiplier nos forces pour combattre la faim.

Pour illustrer la démarche autour de la reprise du pouvoir d'agir nous mentionnons les différentes initiatives que la Table appui mais nous vous invitons à lire aussi à continuation un exemple concrète avec les cuisines collectives.

Manuel Cisneros
Coordonnateur de la formation

Ces initiatives sont de réponses directes au problème de la faim. Elles constituent de solutions qui doivent être accompagnées par de solutions structurelles comme une meilleure distribution de la richesse qui pourrait permettre une amélioration de la capacité d'achat des aliments par les familles surtout vulnérables.

Depuis les années 90, on reconnait que la participation des citoyens à une initiative en alimentation redonne aux gens un pouvoir sur leur vie.

LES INITIATIVES EN ALIMENTATION QUE LA TABLE A SOUTENU ET QUI SOUTIENT

Les initiatives

- ◊ Cuisines collectives
- ◊ Groupes d'achats et clubs populaires de consommateurs
- ◊ Les jardins collectifs
- ◊ Le programme de repas pour les écoliers
- ◊ Les groupes de surveillance des aubaines
- ◊ L'éducation populaire en alimentation
- ◊ Les repas communautaires
- ◊ Les restaurants populaires ou communautaires
- ◊ Les popotes roulants
- ◊ Les magasins-partage
- ◊ Les épiceries communautaires
- ◊ Le partenariat avec les agriculteurs locaux
- ◊ Le dépannage alimentaire avec participation des bénéficiaires
- ◊ L'apprentissage nutritionnel et culinaire
- ◊ Les marchés de quartier
- ◊ Les coopératives de distribution alimentaire
- ◊ Les systèmes alimentaires locaux

Leur organisation

- ◊ Les comités citoyens en alimentation dans les quartiers
- ◊ Les organismes communautaires qui travaillent en alimentation
- ◊ Les comités en sécurité alimentaire ou concertations locales dans les quartiers

Les cuisines collectives, une action solidaire pour la reprise du pouvoir

Le Regroupement des cuisines collectives du Québec définit les cuisines collectives comme: « un petit groupe de personnes qui mettent en commun leur temps, argent et compétences pour confectionner, en quatre étapes (planification, achats, cuisson, évaluation) des plats économiques, sains et appétissants qu'elles rapportent chez elles.»

La cuisine collective au centre Les p'tits bonheurs

Pour faciliter le démarrage d'un groupe, mettre à la disposition des participants une cuisine suffisamment fonctionnelle est un bon point de départ pour un organisme qui souhaite mettre en place des activités de solidarité alimentaire. Il n'est pas nécessaire d'être équipé de beaucoup d'appareils électroménagers. On peut facilement se procurer des ustensiles de cuisines dans les friperies du quartier ou dans les magasins de grandes surfaces.

Au Centre d'action bénévole Les p'tits bonheurs, nous avons fait le choix de fournir un premier fonds de cuisine gratuitement aux participants. C'était notre manière de soutenir le groupe.

« Même quand mon budget d'épicerie est très serré, je viens à la cuisine collective. Ça me permet de me préparer des plats à des prix que je ne pourrais pas me faire si j'étais toute seule» affirme une participante.

« On découvre des nouveaux aliments. J'apprends à aimer les légumineuses. Mais j'aime pas encore le tofu!» nous dit un autre participant.

« Participer à la cuisine, ça m'oblige à sortir de chez moi. Sinon, comme j'ai beaucoup de douleurs, j'ai tendance à rester toute seule. Là, je rencontre des nouvelles personnes. » confie une autre participante.

Reprendre du pouvoir sur sa vie et pouvoir d'agir

Participer à une cuisine collective est une manière de reprendre du pouvoir sur sa vie. En effet, les personnes choisissent de travailler en groupe et d'offrir au groupe ce qu'ils ont comme forces et comme connaissances. Elles n'attendent pas, elles se mettent en action. L'activité les permet de prendre conscience que collectivement elles ont un pouvoir différent, le pouvoir de satisfaire collectivement leurs besoins en alimentation.

Elles arrivent à prendre une place et à exprimer ses besoins dans le groupe. Cuisiner ensemble leur permet d'avoir une réponse à leurs besoins et de découvrir qu'il y a d'autres solutions. La fierté de réussir cette activité leur donne de la confiance et ouvre la porte à d'autres possibilités d'action.

Un mouvement pour la justice sociale

Les différentes valeurs misent en place lors de la création d'un groupe de cuisine collective visent les échanges, l'entraide et l'autonomie alimentaire des individus. Le respect est essentiel pour la bonne marche du groupe. Chaque individu est intégré tel qu'il est et avec ce qu'il peut apporter au groupe. La démocratie est une autre valeur qui s'observe dans le groupe. En effet, ce sont les participants qui décident des recettes et des ingrédients qui seront utilisés. En bout de ligne, les groupes de cuisines collectives s'inscrivent dans un mouvement de justice sociale qui redonne confiance aux participants, créés des nouveaux liens sociaux et redonnent du pouvoir d'achat.

Pour le moment, au p'tits bonheurs, l'organisme paie une animatrice pour soutenir le groupe. Son travail consiste entres autre à aider les participants à choisir des recettes saines et économiques. Son bagage professionnelle lui permet aussi de calculer le budget pour chaque recette, de s'assurer que les règles d'hygiènes sont respectées de tous et que chaque participants se sentent accueilli tel qui est sans jugement. Mais nous espérons qu'un jour, ce groupe sera suffisamment autonome pour continuer de lui-même son chemin dans la communauté.

Marie-Ève Lépine
Coordonnatrice en sécurité alimentaire, petite enfance, personnes démunies
Centre d'action bénévole Les p'tits bonheurs
Saint-Bruno-de-Montarville

Cuisine collective CAB Les p'tits bonheurs

Des stratégies pour favoriser le pouvoir d'agir citoyen en alimentation

Stratégies d'intervention

(Prises de notre jeu de cartes offert dans nos formations. Il y a un énoncé et un exemple concret –fictif- de que cela veut dire)

Reconnaitre les personnes vivant la faim comme les acteurs du changement

Dans une rencontre bilan de ce qui a changé dans le quartier, Jean-Marc, directeur d'un organisme et Marie, intervenante, réalisent que la création de la nouvelle coopérative de distribution alimentaire n'aurait pas vu le jour sans la mobilisation des citoyens.

En effet, ce sont les citoyens qui ont identifié l'absence de ce service et qui se sont organisés en comité citoyen pour le créer avec le soutien des organismes du quartier. Cela a pris du temps, mais la coopérative fonctionne maintenant. Jean-Marc et Marie se disent que parfois ils se voient comme des agents de changement, mais qu'en réalité, c'est l'action des citoyens qui change vraiment les choses.

Rechercher avec les gens des solutions aux problèmes qui les préoccupent

Les citoyens du quartier étaient contents de participer à une assemblée pour identifier les problèmes vécus dans le quartier et les solutions à y apporter. Ils étaient contents de savoir qu'ils allaient prendre des décisions et non seulement être consultés sur des solutions déjà toutes faites qu'on essaie de leur imposer.

Les intervenants présents à l'assemblée remarquent ce changement. La valorisation des connaissances des citoyens prend alors du sens. Ils reconnaissent qu'ils conçoivent des solutions qui ne sont pas nécessairement les solutions que les citoyens leur proposent. Ils reconnaissent leurs limites dans la connaissance des problèmes vécus par les gens et décident qu'il serait mieux de travailler avec eux.

Créer un comité citoyen

Les citoyens réunis autour de l'organisme *Tous pour un et un pour tous,* se sont rendus compte qu'agir collectivement les permet d'avoir une influence dans le quartier. Un comité est une structure flexible. Il permet aux citoyens membres de s'exprimer et de prendre de décisions collectives. Il permet aussi que les solutions des citoyens puissent mûrir et l'expérience d'action, réflexion, bilan et nouvelle action est une école pour le développement du leadership des citoyens.

Ce comité réunit les citoyens autour des initiatives en alimentation, mais il s'agrandi et s'investi aussi dans d'autres domaines. Avec le soutien de l'organisme, ils ont réussi à être présents dans la Table de quartier et ils envisageant aussi faire partie du Conseil des politiques alimentaires pour que la voie directe des citoyens soit présent dans les organismes qui prennent de décisions qui concernent les citoyens.

Les systèmes alimentaires locaux

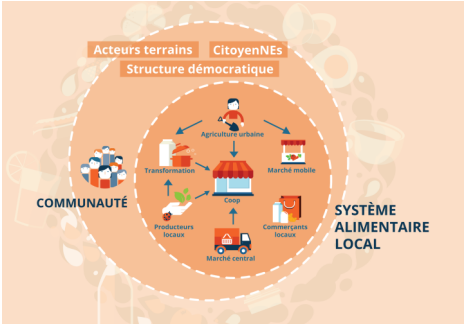
Pour quoi travailler pour la creation des systèmes alimentaires locaux ?

Depuis quelques temps, dans certains quartiers de Montréal, une nouvelle initiative, lancée par les organismes communautaires et les citoyens, a vu le jour : la création de systèmes alimentaires locaux. Cette initiative s'inscrit aussi dans la recherche de la Table de trouver des solutions locales et plus globales au problème de la faim dans notre société.

En effet, depuis 2007, la Table cherche à développer une proposition plus globale pour lutter contre la faim et la pauvreté. Elle a proposé en commission parlementaire une politique nationale de sécurité alimentaire, puis une politique nationale sur l'alimentation et commencé à parler d'un système alimentaire durable et équitable pour la collectivité montréalaise.

Depuis 2014, des organismes de base, notamment *Parole d'excluEs* à Montréal-Nord, proposent la création d'un système alimentaire local. Cette proposition est présentée comme:

- Le résultat d'une réflexion avec les citoyens et les organismes pour aller plus loin dans les actions en alimentation et dans la lutte à la faim et à la pauvreté;
- L'objectif est faciliter l'accès aux aliments et combattre la faim. Pas seulement par des achats collectifs et par une meilleure négociation des prix avec les grands grossistes, mais surtout par une implication des citoyens qui travaillent et contribuent à la réduction des prix des aliments, à leur transformation, à leur distribution, à leur production;
- Le passage d'une logique d'activités à une logique de système alimentaire ;
- La possibilité pour les citoyens de s'investir dans plusieurs dimensions de l'alimentation, de les mettre en lien les unes avec les autres, notamment au niveau économique, d'en retirer de nouveaux bénéfices et de mieux contrôler leur alimentation;



Représentation graphique du Système alimentaire pour tous de Montréal-Nord http://www.parole-dexclues.ca/realisations/systeme-alimentaire/

- Un moyen de créer de liens sociaux et de contribuer à générer des revenus pour les citoyens du quartier.

La Table partage cette perspective de création des systèmes alimentaires locaux car :

- Ça vient de la base, du milieu, des citoyens pour lutter contre la faim et créer des liens sociaux. Les citoyens y ont ou y auront une place centrale;
- C'est une action à la portée des citoyens et des organismes dont le processus dépend de leur rythme à eux et cela leur permet de reprendre du pouvoir sur leur alimentation;
- C'est une initiative dans laquelle, il y a une implication importante des citoyens sous plusieurs formes : propositions d'initiatives, participation dans les décisions, contribution avec des heures de travail pour réduire les prix des aliments et autres;
- C'est une initiative concertée portée par plusieurs organismes du milieu qui partagent une vision commune sur comment faire face aux problèmes de l'alimentation dans leur quartier;
- C'est une perspective ambitieuse qui ouvre de nouvelles perspectives, pouvant élargir le pouvoir d'agir et la mobilisation citoyenne qui est en construction;
- C'est un nouveau point de départ pour développer d'autres propositions globales et pour une meilleure connaissance du système alimentaire actuel (on apprend de l'action, on croise nos savoirs);
- On peut la proposer à d'autres quartiers dans une perspective de mobilisation citoyenne et de concertation des organismes du milieu, tout en encourageant une collaboration inter-quartiers et sans qu'elle soit une recette à suivre;
- L'important, c'est la mobilisation, le développement du pouvoir d'agir des citoyens et des organismes du milieu pour faire reculer la faim et la pauvreté et construire une autre façon de se nourrir plus collective.

Les systèmes alimentaires locaux

Ces SAL renforcent aussi le rôle des organismes en sécurité alimentaire parce qu'on ne peut pas les développer sans le soutien, les initiatives et les projets que développent les organismes. Ces systèmes sont et seront en grande partie composés par les actions des organismes qui, plutôt que de continuer sans lien les uns avec les autres, se lierons entre eux pour contribuer d'une façon plus efficace à combattre la faim et la pauvreté en mettant à profit leurs ressources.

Les citoyens au cœur de ces systèmes

Toutefois, la pérennité de ces systèmes alimentaires repose sur l'appropriation qu'en feront les citoyens. Les citoyens ne s'impliqueront et travailleront à soutenir ces systèmes avec les organismes communautaires qu'à la seule condition qu'ils se rendent compte qu'ils puissent vraiment être des réponses à leurs problèmes d'alimentation et qu'ils font partie du processus de construction et de décision dans toutes les étapes du processus de création de ces SAL.

Les problèmes comme les prix élevés des aliments, les déserts alimentaires, le manque de proximité des services alimentaires, la consommation des aliments produits à des milliers de kilomètres de distance et autres aspects des problèmes du système actuel ne peuvent être résolus sans une mobilisation et une adhésion importante de la population et de leurs organismes à la création d'un système alimentaire différent de celui qui domine actuellement et dont la recherche de profit est le moteur central.

Notre appui aux initiatives en cours

Nous faisons un appel à nos membres, aux tables locales en alimentation, aux citoyens à réfléchir sur leurs actions et leurs initiatives en cours et de les lier avec cette perspective et de nous faire connaître vos décisions. Nous encourageons fortement les initiatives et les efforts de travail que font le Comité de soutien au système alimentaire de Montréal-Nord, le Groupe de travail en sécurité alimentaire de Lachine, la Concertation Ville-Émard-Côte St-Paul, qui travaillent déjà dans cette perspective.

À continuation, le bulletin de la Table présente un organisme qui travaille dans la construction des systèmes alimentaires locaux qui nous parlera de l'état actuel de développement de leurs initiatives. Marie-Hélène Pâquet, coordonnatrice du Système alimentaire pour tous répond à nos questions concernent la situation actuelle de ce système à Montréal-Nord.

Manuel Cisneros
Coordonnateur de la formation de la Table

Les citoyen-nes se rassemblent pour construire une vision commune du SAPT

Le système alimentaire pour tous à Montréal-Nord

LE SYSTÈME ALIMENTAIRE POUR TOUS À MONTRÉAL-NORD

Par Marie-Hélène Pâquet
Coordonnatrice du Système alimentaire pour tous, Montréal-Nord
Parole d'excluEs

Dans quel état êtes-vous dans la construction du système alimentaire local ?

Le système alimentaire pour tous (SAPT) se compose de différentes initiatives qui visent à améliorer l'accès à l'alimentation dans une perspective de développement du pouvoir d'agir citoyen.

Distribution : Coopérative Panier Futé

Le volet distribution du système est celui qui est le plus développé grâce à la Coopérative Panier Futé. Cette dernière fonctionne sur la base de la réciprocité et de l'engagement de ses membres. Ce regroupement d'achat permet de rejoindre ses quelques 600 membres dans différents points de cueillette. Son petit volet épicerie permet d'écouler les surplus et de favoriser les achats spontanés. L'épicerie est ouverte à tous, mais les membres ont un rabais de 10% sur le prix régulier.

Marchés du Nord

Le second volet de la distribution du SAPT est réalisé par les Marchés du Nord qui sont opérés par la coop. Fonctionnant sur le même principe de l'engagement citoyen, ces deux marchés solidaires de quartier sont une autre solution déployée afin de favoriser l'augmentation de la consommation de fruits et de légumes frais. L'an dernier (2017), c'est plus de 1 300 heures d'implication citoyenne qui ont été réalisées pour opérer les marchés.

De plus, les marchés solidaires permettent de répondre en partie au volet économique du système. L'an dernier (2017), tout projets du SAPT confondus, c'est 8 emplois saisonniers qui ont été créés dont 5 ont été comblés localement. La génération de revenus pour les citoyens et la création d'emplois est une réflexion présente à l'intérieur du SAPT.

Mutuelle d'approvisionnement

Afin d'arriver à la réalisation de notre mission qui est de distribuer des produits de qualité à faible coût, le développement de l'approvisionnement est crucial. Nous devons travailler afin d'obtenir de meilleurs prix mais, d'autre part, nous désirons que cet approvisionnement soit en accord avec nos valeurs environnementales et d'achat local. C'est pourquoi cette année, nous avons contribué à développer avec le Marché solidaire Frontenac, les Marchés Ahuntsic -Cartierville et le Marché solidaire Cadillac, une mutuelle d'approvisionnement en produits locaux.

Production : Jardin de la Voisinerie

En termes de production alimentaire, le jardin de la Voisinerie de l'îlot Pelletier est un bon exemple. Ancien stationnement et espace sous-utilisé, le jardin permet à la communauté de résidents de tisser du lien social tout en permettant de combler une partie de leur consommation en légumes frais.

Quartier 21

Les projets de *Quartiers 21-Cultivons des espaces pour mieux vivre ensemble*- ont été pensés et intégrés au SAPT. Suite à la volonté d'un citoyen qui a su rendre son projet collectif, un comité s'est formé autour de la mise en place d'un rucher. Ce comité apiculture s'occupe de l'entretien des ruches en collaboration avec l'agent de mobilisation de *Parole d'excluEs* et l'accompagnement d'*Alvéole*.

Jardin Calixa-Lavallée

L'an dernier (2017), un jardin et un verger éducatifs ont vu le jour sur le terrain de l'École Hôtelière Calixa-Lavallée. Évidemment, le potager est déjà productif. Quant aux arbres, ils le seront dans quelques années. Fleurs et autres plantes mellifères ont été intégrées en pensant aux butineuses qui vivent sur le toit de l'immeuble d'à côté. Un comité de citoyen veille à son entretien en collaboration avec les jardiniers de la Voisinerie.

Verdissement

Dans le Nord-Est de l'arrondissement, le verdissement de 16 terrains d'immeuble locatif, dont 7 ont été désasphaltés a été réalisé et des plantes potagères et des fruitiers y ont été intégrés. Un jardin de plus de 60 bacs a été installé dans *l'espace Lapierre* en attendant la réalisation du désasphaltage et de l'aménagement permanent de cette cour collective à multiple usage.

Le système alimentaire pour tous à Montréal-Nord

Structure citoyenne

Pour ce qui est de la structure citoyenne du SAPT, le Comité Permanent Citoyen (CPC) est un comité qui est élu lors des 2 assemblées annuelle citoyenne du SAPT. Ce comité est représenté au CSSA et permet d'assurer une voix citoyenne dans les prises de décision. Ces assemblées sont l'occasion de faire connaître les projets du SAPT et de réfléchir à son développement. Dans le même ordre d'idée, mais à plus grande échelle, les Rendez-vous annuel sur l'accès à l'alimentation sont une occasion de réunir l'ensemble de la communauté et les professionnels intéressés à la poursuite du développement du SAPT.

Autres activités du système alimentaire

Outre les projets décrits précédemment pour illustrer les différentes facettes du système, les activités des membres du CSSA sont au cœur du SAPT. La popote roulante du Carrefour des retraités, les cuisines collectives d'Entre Parents, les soupers solidaires de l'Accorderie, l'Épicerie Solidaire de l'Est (EPISOLE), les plateaux de travail du Carrefour du pain, le bistro et fruiterie communautaire L'Échoppe de Gaïa, les activités en alimentation du Centre des Femmes Interculturel Claire, les activités d'éveil à l'agriculture urbaine avec le CPE de l'îlot Pelletier, pour ne nommer que ceux-ci, sont essentielles pour forger un système alimentaire local ancré dans sa communauté.

C'est pourquoi, cette année, une programmation d'activités du SAPT a été mise en place. Cela permet de décloisonner, de regrouper et de promouvoir les activités en lien avec l'alimentation de tous les partenaires, peu importe dans quel organisme l'activité se déroule. En plus de mettre de l'avant les activités existantes, quelques activités d'éducation populaire ont été spécialement élaborées en lien avec la santé et la nutrition.

Les prochains défis seront de mettre en place de nouvelles formes de distribution, de développer davantage la composante transformation alimentaire et de maintenir et d'élargir la mobilisation alentours du système afin de consolider les projets existants et de développer de nouvelles idées pour continuer d'innover.

Quelle structure coordonne la construction de ce SAL dans votre quartier ?

À Montréal-Nord, la structure qui coordonne le Système alimentaire pour tous c'est le Comité de suivi en sécurité alimentaire (CSSA) qui s'appelle maintenant Comité de soutien au système alimentaire. Ce Comité est composé d'organismes et de citoyens engagés qui partagent les mêmes valeurs et qui ont comme objectif commun la mise en place du Système alimentaire pour tous.

Le CSSA reconnait qu'un système alimentaire local, inclusif et ancré dans sa communauté est la réponse à l'enjeu de l'insécurité alimentaire sur son territoire. Ainsi, ses actions et réflexions visent à mettre de l'avant le pouvoir d'agir citoyen à l'intérieur de solutions durables qui permettent de renforcer l'accès à l'alimentation dans le quartier et ce, dans une logique de système.

Le CSSA est le porteur du SAPT et Parole d'excluEs en est le maître d'œuvre. À cet effet, Parole d'excluEs met à la disposition du SAPT une équipe composée d'une coordonnatrice, d'une agente de mobilisation citoyenne et d'un expert en production alimentaire qui œuvrent à mettre en place et à accompagner les organismes et les citoyens dans la réalisation de projets collectifs qui répondent à la vision et aux valeurs du CSSA.

Quel message pourriez-vous nous donner aux organismes sur votre expérience de travail dans la construction d'un SAL ?

La collaboration et la mise en commun des différentes ressources et expertises des acteurs de la communauté nous a permis de co-construire le SAPT. L'implication citoyenne à différentes étapes (processus de réflexion, prise de décision et mise en œuvre) est aussi un gage de succès pour que les projets répondent réellement aux besoins de la communauté, ce qui permet d'assurer la pérennité et la vitalité des solutions mises en place. De plus, la participation citoyenne dans le développement de notre système alimentaire local favorise la reprise de pouvoir collectif sur le droit et l'accès à l'alimentation.

Le projet de formation de la Table « Mobilisateur-trice-s de milieu »

Pour quoi ce projet de formation ?

Depuis 2016, la Table de concertation sur la faim développe un projet de formation pour les intervenants des organismes membres de la Table. L'objectif initial de ce projet était de contribuer à améliorer l'intervention de nos organismes membres par le partage des résultats d'une recherche universitaire qui portait, entre autres, sur les pratiques et les interventions inspirantes en sécurité alimentaire. La formation touchait principalement les stratégies d'intervention avec un accent particulier sur la mobilisation citoyenne. Cette activité répond donc, aux besoins de nos membres d'être mieux outillés pour améliorer et même innover dans nos modes d'intervention et dans nos pratiques sur le terrain.

Comité de pilotage

En 2017, le comité de pilotage de ce projet de formation, formé par un groupe des organismes membres de la Table et de représentants d'institutions publiques, nous a aidé à préciser le contenu de cette formation. Nous avons intégré le thème de la posture nécessaire pour contribuer à développer le pouvoir d'agir de citoyens et les éléments d'une vision commune sur la création et le développement des systèmes alimentaires locaux. Le comité nous a aidé aussi à identifier d'autres thèmes importants comme le développement de compétences plus techniques au niveau économique, au niveau du marketing et de communications et au niveau du partenariat et de la concertation entre organismes. Il nous a aussi fait remarquer que la formation doit vraiment servir à enrichir et modifier nos pratiques.

Quatrième formation

L'hiver 2018, une troisième formation a eu lieu avec la participation de 16 intervenants et 1 citoyen. Les participants étaient satisfaits de cette activité car elle les a permis de se questionner davantage sur le rôle des citoyens dans le développement des initiatives en alimentation et aussi une meilleure compréhension de l'idée de créer de systèmes alimentaires locaux.

Une quatrième formation a commencé en octobre 2018 avec la participation de 11 intervenants et 2 citoyens. Cette formation doit se terminer en mars 2019. Pour cette formation, nous avons rencontré la direction de presque tous les intervenants qui y participent. Cette rencontre était un élément important pour permettre le soutien des directions à la mise en pratique des acquis de la formation par les intervenants participants à la formation.

Quelle est sa contribution pour les organismes membres ?

En général, la formation offerte par la Table constitue un lieu privilégié et unique pour faire une réflexion sur les interventions des organismes communautaires en alimentation, sur le rôle des citoyens, sur le rôle des intervenants, sur l'importance d'un travail collectif qui dépassé chacun de nos organismes, sur de nouvelles dimensions de travail que nous sommes en train de découvrir. Cela se traduira, nous les espérons, dans des interventions plus efficaces pour travailler avec les citoyens à combattre la faim.

La formation permet de travailler sur de thèmes qui prennent aujourd'hui une signification spéciale comme c'est le cas du thème de la mobilisation citoyenne, du développement du pouvoir d'agir des citoyens ou du système alimentaire local. Mais, nous sommes au début d'un processus d'échanges, de partage et de formulation ou de reformulation de principes d'intervention qui nous montre de grandes possibilités mais qui nécessite se traduire en changements concrets dans nos organisations et pour cela, il faut la participation de chaque organisme, c'est-à-dire la direction, les autres membres du personnel et ensuite un travail collectif avec les autres organismes du quartier.

Comment voulons-nous continuer cette démarche de formation ?

C'est surtout pour que nous avons l'intérêt partagé avec nos membres de que cette formation soit utile aux organismes que maintenant notre démarche autour de la formation insistera sur les points suivants :

- *Un soutien de la direction des organismes et une entente commun sur les changements que nous nous attendons que cette formation puisse aider à créer et développer*
- *Un accompagnement plus soutenu des intervenants pour intégrer de nouvelles approches, mais aussi un accompagnement des autres acteurs en alimentation du quartier pour pouvoir aussi développer le travail collectif et des initiatives qui ont besoin d'une forte concertation et du partenariat.*

Nous comptons avec la collaboration de nos membres pour que les prochaines formations puissent être un succès dans ce sens.

Une partie des participants à la 3e formation de la Table Hiver 2018

Le Conseil des politiques alimentaires et la démocratie alimentaire

La création du *Conseil des politiques alimentaires de Montréal* est une belle occasion pour réfléchir aux problèmes de l'alimentation à Montréal et pour y apporter de nouvelles solutions ou renforcer certaines qui émergent. Mais elle est aussi une occasion de se demander : « Comment identifier ces problèmes ? Et surtout comment participer aux décisions sur les solutions à créer ou à renforcer ?»

À la demande d'un groupe local entérinée par l'assemblée des membres, la *Table de concertation sur la faim* a proposé aux partis en lice aux élections municipales de 2017, une première réponse à ce type de questions (1) , soit *«que le Conseil des politiques alimentaires de Montréal (CPAM) soit basé sur des conseils de politiques alimentaires locaux formés par les concertations locales en alimentation (les actuels comités de sécurité alimentaire des quartiers élargis aux autres acteurs sociaux et aux citoyens concernés localement par l'alimentation)».* L'idée était que l'identification des problèmes et de leurs solutions puisse émerger du bas, dans les quartiers, vers le haut, au *CPAM.* Ainsi, les besoins des personnes qui vivent la faim pourraient s'exprimer et se traduire en politiques publiques répondant réellement à leurs réalités.

Cette préoccupation à trouver des processus d'orientation et de décision vraiment démocratiques au *CPAM* a en partie été prise en compte par le *Conseil exécutif de la Ville* qui, dans sa volonté de créer un *Conseil des politiques alimentaires*, a précisé que ce Conseil *« s'assurera d'une représentation citoyenne significative et s'associera à un réseau de partenaires* »(2). Tout cela étant apprécié, mais pas assez précis, c'est ce qui nous amène à insister sur notre proposition et à la développer.

Qui connaissent le mieux les problèmes de la faim à Montréal ?

Un des enjeux importants de l'alimentation à Montréal est sans contredit le scandale de la faim. En effet, dans un pays aussi riche que le nôtre, il y a des familles, des enfants, des personnes qui ne mangent pas à leur faim.

À Montréal, en 2016, 14,9% de la population vit sous le seuil de faible revenu (3) et en 2013-2014, 11 % de la population québécoise, soit 913 270 personnes (4), souffre d'insécurité alimentaire. Ces personnes ont perdu le pouvoir de choisir ses aliments et de vivre décemment. On ne peut comprendre cette situation sans cibler la distribution déficiente de la richesse. Car la richesse existe, les supermarchés sont pleins à craquer, mais une grosse partie de la population n'y a pas accès économiquement.

Pour comprendre ce problème et ses conséquences vécues par les gens, on ne peut pas simplement partir de ces chiffres froids. Il faut permettre à ces personnes d'exprimer leurs vécus, leurs besoins et leurs aspirations à mieux se nourrir.

Ce type de consultations citoyennes a déjà commencé par l'action d'organismes communautaires qui croient à cette participation citoyenne incontournable. Il nous faut maintenant renforcer cette démarche, non seulement pour que ces personnes puissent participer à actualiser leurs problèmes, mais aussi pour qu'ils puissent s'impliquer dans la mise en œuvre des solutions collectives identifiées, et ce, à toutes ses étapes.

Les acteurs communautaires concernés sont les mêmes qui, portés par la conviction de la nécessité de la coopération citoyenne pour assurer la durabilité des solutions à la faim, ont créé les cuisines collectives, les groupes d'achat coopératifs, les épiceries communautaires, les jardins collectifs et d'autres solutions impliquant la participation des gens qui vivent cette réalité et qui ont donc à cœur leur pérennité.

Notes

(1) Voir les engagements des partis municipaux concernant les propositions de la Table disponibles en ligne à l'adresse web suivante : http://faim-developpement.ca/six-engagements/

(2) Réponse du Comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur le développement social et la diversité montréalaise portant sur l'analyse de l'opportunité de se doter, à l'échelle de l'agglomération montréalaise, d'un conseil des politiques alimentaires, p. 3. Disponible en ligne : http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/REPONSECE_20160822_2.PDF

(3) Statistique Canada. Tableau 11-10-0135-01 Statistiques du faible revenu selon l'âge, le sexe et le type de famille économique

(4) INSPQ, Centre d'expertise et de référence, 2017.

Le Conseil des politiques alimentaires et la démocratie alimentaire

Comment contribuer à la formulation des politiques publiques par les gens concernés ?

Nous aimerions travailler avec nos membres à une méthode facilitant l'émergence par la base de propositions de politiques publiques favorisant la mise en œuvre des solutions collectivement acceptées. Pour amorcer ce travail, nous présentons ici quelques idées qui nous viennent de nos organismes membres et des suggestions avancées dans nos rencontres mensuelles et nos rencontres de formation. Ces idées constituent différentes approches susceptibles d'encourager la participation des personnes qui vivent la faim à l'élaboration de politiques publiques répondant à leurs besoins et aspirations.

- Pour rejoindre et impliquer des personnes qui vivent la faim, il faudrait d'abord les rejoindre là où ils sont. soit dans nos organismes en alimentation, dans les restaurants populaires, dans les groupes d'achats, dans les jardins collectifs, dans les logements sociaux, dans les événements de quartier. Là, il nous faut tabler sur les liens de confiance que les organismes ont développé avec eux. Sans ce contact et sans ce lien de confiance, on ne peut pas aller loin. Ensuite, il faudrait que les rencontres pour discuter avec eux soient des lieux conviviaux dans lesquels on puisse les accueillir avec un repas et un service de gardiennage. En résumé, il faut travailler avec les organismes communautaires des différents quartiers pour rencontrer les citoyens.

- Lors des rencontres, assemblées ou repas communautaires, il nous faut donner la parole aux personnes qui vivent la faim et non se l'accaparer. Les gens doivent sentir qu'on valorise leurs points de vue comme celui d'experts de leur vie, de personnes les mieux placées pour identifier leurs problèmes et les pistes de solution adéquates. Il faut prendre ces propositions et leur demander en quoi ils veulent s'y impliquer.

- Ensuite, dans les comités de sécurité alimentaire de quartiers, avec aussi la présence de ces citoyens intéressés, il faudrait travailler sur les propositions retenues pour les systématiser, les argumenter et établir avec eux l'ordre de priorités pour distinguer les propositions principales de celles qui pourraient être considérées par la suite.

- Avec le soutien de la Table sur la faim, un travail de concertation doit être fait entre toutes ces propositions dans les différents quartiers pour identifier celles qui sont communes à tous et celles qui sont spécifiques à un milieu.

- Il faudrait pour enrichir ces propositions les croiser avec les connaissances des experts, des chercheurs et des intervenants qui ont de l'expérience. Ensuite il faut retourner voir les citoyens pour valider avec eux les propositions retenues et discuter de la stratégie pour les faire valoir auprès des décideurs publics.

- Une fois que les propositions ont ainsi été travaillées, il faudrait les présenter à la communauté dans les différentes assemblées ou rencontres du quartier afin que s'y créer un consensus le plus large possible. La concertation avec des organismes qui ne sont pas en alimentation devient alors très importante.

- Enfin, il faudrait que ces propositions puissent être acheminées aux instances qui formulent des politiques publiques comme le *Conseil des politiques alimentaires de Montréal* ou en commissions parlementaires. Un suivi citoyen doit être fait pour que ce processus et les politiques qui s'en suivent puissent effectivement répondre aux besoins des personnes.

Voilà comment nous définissons la démocratie alimentaire. On fait participer les citoyens concernés aux solutions envisagées. On ne les consulte pas seulement, on les intègre dans un processus participatif. On ne pense pas et on ne formule pas des propositions pour eux, mais on travaille avec eux à les formuler. Cet enjeu de la démocratie alimentaire est porteur de notre vision des citoyens à faible revenu et de notre posture face à eux : les traitons-nous comme des égaux porteurs de pouvoir sur leur situation ou comme des citoyens incapables d'agir sur leur vie individuelle et collective. À nous d'apporter cette vision et cette posture jusqu'aux instances décisionnelles afin qu'elles puissent à leur tour respecter ces gens et compter sur eux pour développer des politiques répondant enfin à leurs aspirations.

Le Conseil des politiques alimentaires et la démocratie alimentaire

La proposition formulée touche un des enjeux les plus importants de l'alimentation, celui de la reprise de pouvoir collectif des gens qui vivent la faim sur leur alimentation et sur leur vie. Nous devons également penser comment devons aborder cette idée de démocratie alimentaire avec les autres enjeux sur lesquels il est important que le Conseil des politiques alimentaires puisse travailler.

Un appel de la Table de concertation à leurs membres

La *Table* fait un appel à ses membres à :

⇒ Prendre connaissance de la proposition, l'améliorer et la mettre en application

⇒ Formuler déjà avec les citoyens et le comité de sécurité alimentaire local de demandes que vous voudriez se traduisent en politiques publiques

⇒ Se rejoindre à nos rencontres mensuelles et au comité de politiques de la Table qui développera notre façon d'intervenir et de concrétiser la démocratie alimentaire

Manuel Cisneros et Jean-Paul Faniel
Table de concertation sur la faim

Nous contacter

Table de Concertation sur la Faim et le Développement Social du Montréal métropolitain :

8605 Rue Berri, 3e étage
Montréal, H2P 2G5
514-387-7997
tablefaim@bellnet.ca
faim-developpement.ca

Pour contribuer à cette publication, vous pouvez écrire à Jean-Paul Faniel tablefaim@bellnet.ca ou à Manuel Cisneros adjoint.tablefaim@bellnet.ca

Les membres du Conseil SAM

Formulaire d'adhésion à la
Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain

Pour être membre de la *Table*, participer à ses activités régulières, recevoir les documents d'information et les bulletins *À table* et bénéficier des services de la *Table*, il suffit à chaque organisme intéressé de nous présenter sa demande d'adhésion accompagnée d'une résolution de ses instances décisionnelles à cet effet indiquant qu'il adhère au cadre de référence *"Plateforme de la TCFDSMM"*, d'être approuvé par le CA de la *Table*, de participer à une rencontre d'accueil et de s'acquitter de sa cotisation annuelle de 50.$. Libeller votre chèque au nom inscrit en titre et envoyer le au 8605, rue Berri, 3e étage, Montréal, H2P 2G5.

Nom de l'organisme_____

Nom du (de la) représentant(e)_____Date_____

Adresse_____Ville_____Code postal_____

Téléphone_____Courriel_____